

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI
27
OCTOBRE

1975

n° 21

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

franco politiquement mort

Il est en train de mourir... Il va mieux... Il a reçu l'extrême-onction... Il a écouté la messe... Il a envoyé au pape un télégramme le remerciant pour ses vœux de rétablissement... Depuis des jours, les feux de l'actualité sont braqués sur la chambre du palais du Pardo où le tyran de tous les peuples d'Espagne, l'assassin aux mains rougies du sang de milliers d'antifascistes, est en train d'agoniser.

Tout compte fait, qu'il meure aujourd'hui ou demain, qu'il soit ou non physiquement disparu au moment où vous lirez ces lignes, qu'importe ? Ce qui compte, c'est que, politiquement, Franco n'existe plus, c'est que la question de sa succession est à l'ordre du jour. Et, dans les nouvelles qui filent, l'alternance des « bonnes » et des « mauvaises » reflète elle-même la

lutte ouverte : entre ceux qui ont besoin que son mythe survive quelques heures, et ceux qui veulent en finir au plus vite, selon les intérêts politiques qui les opposent.

La crise du franquisme, avec la disparition de celui qui réalisait l'unité de ses diverses cliques, est ouverte. Et aujourd'hui, ce n'est pas à Franco, à sa camarilla, au « pelele », (au pantin) Juan Carlos, à l'oligarchie et à ses divers visages, que vont nos pensées. C'est aux peuples d'Espagne. A ceux que Franco a, des décennies durant, tenu sous sa botte fasciste. A ceux qui, dès demain, sauront mettre à profit la crise ouverte par sa mort pour élargir encore leur combat révolutionnaire, pour balayer ce régime exécré, celui du dernier des hitlériens, qui expire en Espagne.

Voir page 7

IDEAL-STANDARD

2000 personnes à la journée portes ouvertes

Dammarie-les-Lys un carrefour des luttes en Seine-&Marne

L'intersyndicale et la commission de popularisation des travailleurs d'Idéal-Standard de Dammarie-les-Lys comptaient beaucoup sur la journée « portes ouvertes » de dimanche pour montrer leur volonté de maintenir l'emploi sur place et populariser leur lutte. Hier soir, la joie se lisait sur tous les visages : c'est un succès. Plus de 2000 travailleurs de la région sont venus leur témoigner leur soutien. Jeunes et retraités souvent en famille ont participé à la visite de l'usine et au meeting permanent qui expliquait la lutte. Le grand intérêt de cette journée résidait non seulement de la visite des ateliers, commentée par les ouvriers qui montraient le fonctionnement des machines et expliquaient la tâche de chacun en



insistant sur la pénibilité du travail. Il était aussi et surtout dans la présence de délégations de travailleurs en lutte d'autres entreprises de la région : ceux de Prodig, entreprise de construction qui sont venus en manifestation, ceux de Sovirel, de Quartz et Silice, filiale de Saint-Gobain : tous avaient leur

stand et parlaient de leur lutte. Cette journée aura montré la possibilité de construire l'unité nécessaire de tous les travailleurs, de faire converger les luttes. C'est cette unité qu'il s'agit maintenant de renforcer pour parvenir à faire échec aux plans de restructuration du patronat.

12 militants bretons en cour de sureté de l'état INTERVIEW DU Dr CARO

Sur les douze militants bretons inculpés devant la cour de sûreté de l'État, huit ont été transférés à la Santé, vendredi soir.

Sont accusés de faits réels : Jean Charles Denis (docker), pris sur le fait avec deux bombes dont on ne sait pas si elles étaient destinées à la maison de Bennetot (député UDR de Brest) ou au consulat d'Espagne ; Jean Lachuyeaux (tentative d'attentat contre le palais de justice de Lorient) et Legall (lettres de menace à des députés). Sont accusés de délits supposés : Antoine le Breton (complicité d'attentats) et Yann Fouéré (détention non prouvée d'explosif). La majorité des inculpés sont uniquement accusés de reconsti-

tution de ligue dissoute : De Kerrouse, Jean Michel Maziou, tous deux militants du Front Autonome Socialiste Autogestionnaire Breton (FASAB) et Yves Gourvès.

Quatre autres sont en effet également inculpés de reconstitution de ligue dissoute mais sont en liberté sous contrôle judiciaire, car il n'y a strictement aucune preuve d'accusation : François Kerrain (FASAB), Antoine Le Bars, Jacques Ducamp et Michel Salomon (FASAB).

Ils sont inculpés de reconstitution du FLB (LNS). Or, le FLB-LNS, depuis 18 mois au moins, n'a revendiqué aucun attentat.

Le fait que Yann Fouéré (directeur de l'Avenir de la Bretagne) connu comme leader de la droite bretonne, soit arrêté, peut être un moyen de faire l'amalgame et une tentative de discréditer les militants progressistes bretons inculpés.

Il faut noter que Yann Choucq, l'avocat de la plupart des inculpés, se refuse à défendre Yann Fouéré pour des raisons de divergences politiques et idéologiques.

L'ampleur et la nature de la répression indique que le gouvernement a délibérément visé les militants progressistes du mouvement breton. Nous sommes solidaires des militants bretons victimes de la répression.

Suite page 4

les vieux en colere

Dimanche matin, dans un quartier populaire de Paris. Depuis une semaine on nous répète sur tous les tons que ce sera une grande journée d'entraide nationale pour les personnes âgées, qu'une quête sera organisée à cet effet, et qu'il faudra se montrer généreux... Ce dimanche matin, les quêteurs sont introuvables. Et pourtant, il y a beaucoup de monde, dans ce quartier populaire : les travailleurs sortent faire leur marché, les retraités se retrouvent au café, le quartier s'anime. Mais qu'en pensent-ils, ces vieux travailleurs, de cette quête organisée, parait-il, à leur profit ? Beaucoup, qui n'ont pas la radio chez eux, et restent très isolés ne sont même pas au courant.

suite page 4



la vie du journal

dans notre courrier

DE GIVORS

«A Givors autour de camarades du Parti Communiste Révolutionnaire, se sont réunis des lecteurs du Quotidien du Peuple.

Sur le Quotidien l'opinion est largement favorable ; ce qui est surtout mis en avant c'est la possibilité pour tous de lire le journal... Parmi les remarques faites : les avis sont très partagés sur le feuilleton. Les gens voudraient davantage d'articles sur le sport. Davantage d'articles sur la politique intérieure. Ils critiquent un manque d'explications : par exemple sur le problème des femmes, que propose le Parti ? Que signifie une société socialiste pour la femme ?... Beaucoup de questions aussi ont été posées sur le côté pratique du journal : comment est-il fait ? Comment est-il distribué ? Quels obstacles allons-nous rencontrer ? Sur tous ces sujets le débat a été fructueux».

DES OUVRIERES DE LA SESCO-SEM (GRENOBLE)

«Nous vous écrivons à propos de l'article du n° 15 sur la destruction des fruits dans le midi.

Vous montrez bien comment les paysans s'appauvrissent. Il est aussi dit que souvent les paysans ne peuvent pas faire autrement que de mettre les pommes «au retrait». Mais est-ce qu'on ne peut vraiment rien faire d'autre ? Parce que quand on entend que des paysans ont jeté tant de tonnes de pommes à la Durance, ou autre part, on a mal au cœur, quand on voit le prix des fruits dans le commerce. Cela devrait être l'occasion d'une liaison des paysans avec la classe ouvrière. Par exemple les paysans pourraient vendre directement leurs pommes sur les marchés ou aux portes des usines à un prix inférieur à celui du commerce et qui puisse faire vivre

les paysans. Avec en même temps un tract expliquant comment les paysans s'appauvrissent, et qu'ils ont le même ennemi que les ouvriers. Nous devons insister sur cette solidarité qui peut et doit se construire entre ouvrier et paysan. Il faut qu'il y ait des exemples de cela dans le Quotidien du Peuple. Il faut aussi montrer que sous le socialisme une production supérieure à celle prévue serait une bonne chose pour les masses».

Qu'en pensent nos lecteurs paysans ? Quelles expériences positives, négatives ont-ils eu à ce sujet ?

DES TRAVAILLEURS DE L'USINE TELIC (STRASBOURG)

«La CGT de notre usine et de toute la métallurgie veut mobiliser les travailleurs pour une «convention nationale de la métallurgie» qui comprend cette fameuse grille unique de l'OS à l'ingénieur. Nous aimerions que dans le Quotidien du Peuple s'ouvre un débat sur cette question...»

Pouvez-vous envoyer davantage de détails sur le contenu de cette «convention nationale» ? Comment peut-on relier cette «mobilisation» de la CGT à son refus d'un mouvement d'ensemble contre la politique de crise de la bourgeoisie ? La fameuse grille «unique» s'est heurtée de front dans de nombreuses luttes aux véritables revendications des travailleurs, et souvent les révisionnistes dans la CGT ont été contraints de remiser leurs propositions. Pourquoi la ressortent-ils aujourd'hui ? Qu'en pensent les travailleurs de Télec ? Quelle issue voient-ils, eux, à la crise ? Toutes ces questions, il faut comme vous le dites en débattre, et ce débat s'intègre dans le débat sur la crise engagé depuis plusieurs numéros. Ecrivez au journal !

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 PARIS
de 8h30 à 13h.

communiqué
ASSEMBLEE GENERALE DE LA REVUE «PLACE»

La revue «Place» a tenu samedi l'assemblée générale trimestrielle de préparation de son prochain numéro. Le débat a porté sur la lutte des travailleurs intellectuels de l'aménagement de l'espace. Un gréviste de l'EPUR (bureau d'études) a fait l'historique de la lutte qui les oppose depuis février 75 à des patrons proches du PCF (nous reviendrons prochainement sur cette grève).

«Place» est dirigée par un collectif regroupant des travailleurs de bureaux d'études, d'architectes, des étudiants en architecture.

Au sommaire du numéro 2 une série d'articles sur les luttes populaires contre l'organisation capitaliste de la ville, en France et à l'étranger et une critique de la politique du PCF en matière de logement et d'urbanisme...

Place n'entend pas proposer d'alternative aux professionnels de l'urbanisme, mais veut lier leurs propres luttes aux luttes populaires sur les questions de l'urbanisme et du logement.

On peut se procurer les 2 premiers numéros de «place» en écrivant à «Place» 1, rue des Fossés St Jacques 75 005 Paris.

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

JE SOUSCRIS

10 F

50 F

100 F

F

Nom

Profession

Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

le quotidien du peuple

Affichez votre journal



JE M'ABONNE

250 F

1 AN

80 F

3 MOIS

150 F

6 MOIS

30 F

1 MOIS

Nom

Profession

Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

feuilleton

memoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

Résumé

Au cours d'une visite à sa future femme, chez son patron, Norbert apprend que le fils de ce dernier a participé au pillage du Palais d'été au cours de l'expédition chinoise.

Quelques temps après j'entraî pendant qu'on lisait le *Courrier de Lyon*, il y était question de Garibaldi. La patronne saisit un grand couteau qui servait à couper le pain et s'écria en gesticulant, qu'elle éventrerai ces pillards s'ils venaient à Lyon.

La langue me démangeait de lui dire «Mais Madame, votre fils qui vient de piller le Palais d'Été», je retins la moitié de ma phrase ; mais on s'aperçut quand même que je n'approuvais pas sa manière de penser.

Ces gens n'ont pas cessé de me faire bon accueil, mais je ne pouvais dissimuler une certaine froideur à leur égard, en songeant à leur inique partialité.

La cause en est aux idées fausses qu'on leur inculquait. Le *Courrier de*

Lyon, calomniait sans cesse la classe ouvrière, lui prodiguant comme des injures les épithètes de communistes, insurgés, voraces, etc... C'était la haine idiote de celui qui possède quelques sous contre celui qui n'a rien. Voilà les germes de discordes que sèment entre leurs concitoyens ceux qui vivent des sueurs du travailleur et aux crocs du budget. Comment en sortirons-nous ?

Je m'étais installé dans un petit logement, il pouvait contenir deux métiers ; je possédais un petit ménage de garçon et une cinquantaine de francs ; ma femme, de son côté avait deux cents francs de placés à la caisse d'épargne. J'achetai pour six cents francs d'ustensiles nécessaires pour monter mes deux métiers ; mais je ne donnai qu'un acompte de deux cents francs et fis quatre billets à ordre payables de trois mois en trois mois pour le surplus.

Deux mois après notre mariage l'ouvrage cessa complètement, nous restâmes six mois sans trouver du

travail. A l'échéance du premier billet je n'avais pas le premier sou pour payer. Trois mois après j'avais deux billets à payer plus le terme de cent francs. Nous étions toujours sans travail ; heureusement que le boulanger nous fournissait du pain à l'œil et que l'épicier nous faisait aussi crédit. Pendant nos premiers six mois de lune de miel, nous ne vécûmes presque que de pommes de terre cuites à l'eau ; ma femme achetait un quart de litre de vin pour le dîner ; j'essayai de faire supprimer la ration de vin, mais ma femme tint bon, alléguant que sans cette goutte de vin nous perdions tout à fait nos forces pour quand l'ouvrage se représenterait.

Il revint en effet, mais c'étaient des articles nouveaux en *façonnés*. Pour monter mon métier de cet article, il me fallait faire pour cent francs de frais. Je réussis à obtenir d'un marchand d'ustensiles pour la branche qu'il me fit crédit de cette somme. On me donna à tisser une pièce de cinquante mètres qui devait m'être payée 1,50 francs le mètre.

(A suivre)

télévision

programme

LUNDI 27 OCTOBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS : Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'AVENIR DU FUTUR : « Le village des damnés », film anglais de Wolf Rilla (1961)
22 h 45 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LA TÊTE ET LES JAMBES
21 h 45 - MARGINAL : LÉO FERRÉ
22 h 40 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX : sports...
20 h 30 - PRESTIGE DU CINÉMA : « Les mystères de Paris », film français d'André Hunnebellé (1962)
22 h 15 - JOURNAL et fin

MARDI 28 OCTOBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS : Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - QUOI ? DE QUI ? : jeu
21 h 20 - COUPE DU MONDE DE GYMNASTIQUE
22 h 05 - PLEINE PAGE
23 h 05 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN «Le vieil homme et l'enfant» : film de Claude Berri (1966)
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX
20 h 30 - WESTERNS, AVENTURES : «Gros coup à Dodge City», DE Fielder Cook (1966)
22 h 05 - JOURNAL et fin



LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE

LES PLANS DE LA BOURGEOISIE

nouvelle croissance, nouvelle misère -2-

DURÉE DU TRAVAIL ET RETRAITE

Aujourd'hui la bourgeoisie découvre également les bienfaits d'une réduction de la durée du travail. Elle espère faire d'une pierre deux coups. D'une part, aller dans le sens d'une limitation du chômage en permettant l'emploi de plus de travailleurs. D'autre part, tirer plus de travail de chaque ouvrier. En effet, les patrons savent bien que si la durée du travail est réduite, ils peuvent intensifier le travail : la pratique du chômage partiel dans la période récente le confirme, du moins lorsque les travailleurs ne parviennent pas à s'organiser pour limiter les cadences. Même tendance à la libéralisation en ce qui concerne l'âge de la retraite : un travailleur de 60 ans n'intéresse plus les patrons ; l'usage de sa force de travail est aujourd'hui telle, qu'à cet âge, il n'intéresse plus les exploités. Les chômeurs de plus de 50-55 ans en savent quelque chose !

Mais la réduction de la durée du travail, l'abaissement de l'âge de la retraite soulèvent un problème : qui paiera ? Pour les patrons et le gouvernement, l'objectif est que la classe ouvrière supporte une réduction de ses revenus : moindre retraite, baisse du salaire mensuel. Les travailleurs, évidemment, ne l'entendent pas de cette oreille. Mais ils ne se satisfont pas du mot d'ordre de la CGT « *Mieux vaut payer des retraités que des chômeurs* » car la revendication sur laquelle il faut aujourd'hui établir le rapport de force n'est pas le principe général d'un abaissement de la retraite mais les modalités d'application de ce principe : qui bénéficiera de ce droit à la retraite ; est-ce les exigences de la production ou celles des travailleurs qui délimiteront le domaine d'application de ce droit ; comment seront satisfaits les besoins des retraités ?

Sur ce dernier point, la récente campagne sur les vieux est très significative : la solution des problèmes des retraités est affaire de bonnes relations entre les hommes ; ce que l'on demande à chaque français, c'est de faire sa B.A. vis à vis des vieux du voisinage ; ce que l'on conseille aux retraités, c'est de faire preuve d'imagination, de trouver des « occupations » : la philatélie, ce serait très bon pour les retraités, la télé c'est encore mieux ! Voilà comment la bourgeoisie voit la solution aux problèmes des vieux.

L'ARRÊT DE L'IMMIGRATION

Les mesures prises dès 1972 pour stopper l'immigration, qui avaient entraîné une importante

riposte des travailleurs immigrés, font partie de cette politique d'institution d'un nouveau type de « plein emploi ». La bourgeoisie française tente ainsi de reporter sur le dos des « étrangers » le poids du chômage. Mais ce passage d'une politique de portes ouvertes à celle de blocage de l'immigration n'est pas sans conséquences. Pour obliger les travailleurs français à prendre la place des immigrés surexploités, la bourgeoisie doit renforcer sa campagne pour la revalorisation du travail manuel.

LA REVALORISATION DU TRAVAIL MANUEL

Les luttes des O.S., dès avant 1973, ont révélé au patronat l'ampleur de la révolte des travailleurs contre l'organisation capitaliste du travail. Alors les spécialistes se sont mis au travail. Ils ont découvert le caractère « aliénant » du travail à la chaîne, la fatigue industrielle. Pourquoi ont-ils, tout d'un coup, fait ces découvertes ? Parce que la résistance des travailleurs à l'exploitation exigeait de trouver des remèdes. Ce sont les expériences d'enrichissement des tâches, d'équipes de travail autonomes. Toutes visent à rendre l'ouvrier plus « responsable » de son travail. Le patron espère ainsi, d'une part atténuer la combativité des travailleurs, d'autre part améliorer leur rendement.

Jusqu'à présent toutes ces tentatives se sont soldées par des échecs, mais la bourgeoisie n'abandonne pas son projet. La politique de formation professionnelle en est un des éléments.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La formation professionnelle recouvre trois types d'enseignements : la formation initiale dans les CET, lycées techniques... ; la formation professionnelle des adultes (FPA), enfin la formation permanente. Cette dernière est une création récente du gouvernement (voir QdP du 3 octobre). Cette diversité des institutions correspond à une certaine diversité des fonctions :

les CET donnent une formation technique élémentaire et tentent de préparer les jeunes à la discipline de l'usine ; la FPA c'est surtout le moyen d'assurer la mobilité nécessaire des travailleurs rejetés par certaines branches en déclin pour les diriger vers d'autres métiers.

Notons qu'elle est par ailleurs un moyen limité pour masquer le chômage ; rappelons-nous la campagne des 50 000 jeunes renvoyés à l'école pour se « perfectionner » c'était, pour un temps, 50 000 jeunes en moins sur les listes de demandeurs d'emploi.

Enfin, la formation permanente s'adresse surtout aux Ingénieurs, Techniciens et Cadres (ITC) pour leur donner l'aptitude à bien diriger les ouvriers, c'est à dire à bien organiser leur exploitation. Le développement de ce type de formation est à rapprocher de la DPO (Direction Participative par Objectif) qui est un moyen de mettre plus efficacement les cadres au service du capital ; faire produire plus, prévenir et mieux réprimer la lutte des travailleurs.

LES DEUX FONCTIONS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Ainsi la formation professionnelle a une double fonction : elle est le moyen d'adapter le mieux possible les capacités de la main d'œuvre aux besoins du capital. Le mot d'ordre de la « mobilité de la main d'œuvre » est à l'ordre du jour plus que jamais avec la perspective du redéploiement et de la restructuration de l'économie française.

C'est essentiellement aux CET et à la FPA que revient ce rôle. S'il est encore trop tôt pour mesurer les effets du redéploiement international de la production, on peut déjà émettre l'hypothèse que le rejet vers les pays pauvres des productions exigeant le moins de travail qualifié (c'est ce qui semble se dessiner dans la sidérurgie ou la chimie par exemple) devrait conduire à une élévation du niveau de qualification du travail dans les pays impérialistes. On voit l'intérêt que cela peut représen-

ter pour la bourgeoisie : les O.S. regroupés dans les grands bagnes capitalistes sont trop combatifs, il vaut donc mieux implanter ces usines à l'étranger. La bourgeoisie se débarrasse ainsi d'une cause de trouble de la paix sociale. Ce calcul sera certainement déjoué par le fait que la domination capitaliste en France, en se reportant principalement sur des travailleurs plus qualifiés développera la combativité de ces couches de la classe ouvrière (la lutte des LIP est un bon exemple). Dans les conditions de la crise politique actuelle, la bourgeoisie aura ainsi les plus grandes difficultés à développer une nouvelle aristocratie ouvrière.

L'autre fonction de la formation professionnelle est de donner une base matérielle à la campagne idéologique menée par la bourgeoisie sur le thème de

tenter de limiter les revenus de la classe ouvrière et ainsi pour soutenir ses profits. Le résultat serait une stagnation et même une régression de la consommation. Du point de vue des débouchés de la production capitaliste actuelle, ce n'est pas un obstacle puisque la restructuration s'oriente vers les secteurs de production des biens d'équipement.

Mais la bourgeoisie sait que la classe ouvrière et les autres couches du peuple ne subiront pas sans riposte la surexploitation ; aussi, après des années pendant lesquelles tout a été mis en œuvre pour nous faire croire que nous étions entrés dans l'ère de la société de consommation, elle tente aujourd'hui de justifier la limitation de la consommation. Et l'on retrouve les thèmes employés par la propagande réac-



l'égalité des chances, de la réduction des inégalités sociales et la revalorisation du travail manuel. La bourgeoisie voudrait persuader la classe ouvrière que tout est fait pour permettre à chacun d'accéder aux « plus hautes responsabilités » ; Stoleru ne dit-il pas clairement que tout O.S. doit pouvoir espérer devenir ingénieur. Ainsi, à défaut de la revalorisation du travail manuel (qui ne peut être que limitée dans une société guidée par le profit), la bourgeoisie propose à la classe ouvrière de rêver à une promotion.

UN NOUVEAU MODÈLE DE CONSOMMATION : L'AUSTÉRITÉ

Pour les travailleurs, le résultat de la « croissance modérée », du nouveau « plein emploi », c'est une nouvelle misère : sous-emploi prolongé, nouveaux progrès de la productivité par une intensification du travail et limitation de la consommation.

Le sous-emploi prolongé, sous quelque forme qu'il se manifeste (qu'un certain nombre de travailleurs soient au chômage total, ou que tous les travailleurs soient partiellement sous-employés), la bourgeoisie va s'en servir pour

tionnaire au sujet de la modération de la croissance. Du point de vue de la consommation, ils se résument par leur mot d'ordre du genre « la consommation ne fait pas le bonheur », qui n'est qu'une nouvelle version du slogan des riches « l'argent ne fait pas le bonheur ».

Mais toutes ces tentatives ont un défaut pour les capitalistes ; elles sapent ce qui a été pendant longtemps la base de leur propagande : le modèle de consommation qui se ramène à ceci : « plus on produit, plus l'ouvrier peut consommer ». Or le modèle d'austérité, de limitation de la consommation, a un faible impact sur le peuple même si la propagande de la bourgeoisie se sert adroitement de certaines aspirations des masses.

La bourgeoisie ne manque pas de plans mais, serrée de près par la contestation de son système, par les luttes de masse, elle est bien embarrassée pour les appliquer. Le développement de la conscience politique du peuple, l'élargissement dans tous les domaines de ses luttes - mouvements étroitement liés - ne peuvent qu'approfondir la crise de la bourgeoisie, du système impérialiste.

Michel FLORAC

M. Bidegain et la crise politique

Dans une interview au « Monde » (27/8/1975), à la question : comment établir le consensus tant souhaité (pour sortir de la crise), Bidegain, patron de la chaussure, patron « moderne » répond : « En faisant valoir que nous sommes sans doute au départ d'une période de 20 ou 25 ans comme en 1947... Sur les murs du métro, il y avait des affiches « retrouvons nos manches » ; aujourd'hui c'est plutôt du genre « souscrivez (aux emprunts), il (l'État) veille... » comme en 1939. L'État prend des dispositions : c'est nécessaire mais ce n'est pas suffisant ».

Bidegain semble regretter le bon temps où le P(C)F pouvait encore mobiliser les travailleurs pour reconstruire l'économie capitaliste.

politique

HUIT MORTS A DUNKERQUE PAR SUITE DE POLLUTION INDUSTRIELLE

Dans la nuit de vendredi à samedi, le brouillard au-dessus de la région de Dunkerque était particulièrement épais. Dans la même région, sont concentrés quatre hauts fourneaux à grande capacité, et une importante raffinerie. Aussi, lorsque le vent tombe, ces fumées restent à un plafond très bas. Pour les familles qui se chauffent au charbon, et dont les poêles sont anciens, ce peut être catastrophique : l'oxyde de carbone, qui empoisonne le sang, est mal évacué. Huit personnes en sont mortes, et des dizaines d'autres intoxiquées. Une fois de plus, on invoque la fatalité, les «circonstances atmosphériques». Assez de balivernes : une fois de plus, c'est le capitalisme avec implantation industrielle anarchique qui est le véritable responsable.

en bref

DE LA «FÊTE» DES MINETS GISCARDIENS AU «COUP DE POING» DANS L'OISE

Samedi soir, les jeunes minets giscardiens de «génération sociale et libérale» (GSL) se sont offerts une petite fête à 80 millions. Dans l'après-midi, ils avaient pu écouter leurs idoles d'Ornano, Fourcade et autres Soisson. Mais c'est bien sûr Poniaowski qui a déchaîné l'enthousiasme. Ce même Ponia qui appelle tous les jours à la répression contre les jeunes, est passé directement aux actes : il a su s'arracher au charme très particulier qu'inspire Claude François et ses collègues chanteurs giscardiens... pour aller diriger lui-même une opération coup de poing dans l'Oise.

C'est la deuxième opération de ce genre dans l'Oise, en une semaine. Le prétexte : l'Oise est soi-disant le département où il y a le plus d'agressions de personnes âgées. C'est dans l'Oise que le jeune Bruno de Beauvais a été condamné à mort. A ce propos, on peut admirer la profonde unité des deux visages du libéralisme giscardien : pendant que Ponia chassait les jeunes dans l'Oise, les minets du GSL se déclaraient opposés à cette condamnation à mort...

Bilan de l'opération pour Ponia : «Ces opérations sont excellentes, nous allons en faire une habitude partout en France». Qu'on se le dise !

Démonstration de cette efficacité : pendant que des milliers de flics passaient l'Oise au peigne fin, Willoquet, gangster notoire, échappait à la brigade anti-gang à Paris.

URSS

Leonid Pliouchtch, mathématicien ukrainien a été arrêté en 72 et il est interné dans un hôpital psychiatrique pour s'être opposé au régime de Brejnev.

L'internement en hôpital psychiatrique dépendant du K.G.B. est, en effet, une forme de répression utilisée par les révisionnistes soviétiques. La victime, bien que saine d'esprit, subit un «traitement forcé». Dans le cas de Pliouchtch, les produits employés pour le «soigner» peuvent susciter des altérations irréversibles, voire entraîner la mort : neuroleptiques à doses massives, insuline à dose provoquant le coma pouvant se prolonger jusqu'à la mort.

Le cas de Pliouchtch n'est que la partie visible de l'immense répression qui s'applique aux peuples soviétiques dans cette URSS, aujourd'hui redevenue capitaliste.

INTERVIEW DU Dr CARO

Quelle est l'ampleur exacte de la répression ?

Si on compte ceux qui ont été gardés à vue, perquisitionnés, interpellés ou même simplement interrogés, il y en a au moins une centaine. On s'aperçoit maintenant qu'il y en a qui ont été interrogés 1H ou 2 (la mère, ou le frère d'un militant par exemple).

Cette vague de répression a frappé des militants politiques (du FASAB principalement) ; l'UDB (proche du PCF) n'a pas été touchée. Mais il y a eu aussi des gens n'appartenant pas à une organisation politique mais ayant simplement une activité culturelle, tenant des cours de langue bretonne (Skol an Emsav par exemple), des chanteurs de la Khan ha Diskan (peu connus d'ailleurs), des militants écologistes aussi...

Quelle est la signification de cette vaste opération ?

Officiellement c'est une opération anti-FLB, vraisemblablement à la demande de députés UDR de Bretagne. L'occasion a été saisie par le pouvoir pour intimider les mouvements bretons et tenter de le couper de la population en faisant l'amalgame entre

un mouvement politique (comme le FASAB) et le mouvement culturel d'une part et le FLB d'autre part. Pour le gouvernement (et pour le PCF aussi) le mouvement breton et le FLB c'est la même chose. Nous n'approuvons pas les actions du FLB. Mais on ne les condamne pas afin de ne pas disculper le véritable responsable de la situation de la Bretagne : le pouvoir responsable de la surexploitation économique, de l'oppression culturelle et du centralisme.

Les attentats ne sont pas notre méthode d'action. Notre mouvement doit s'insérer dans les luttes de masses des ouvriers et des paysans, il doit être pris en charge par le peuple en Bretagne. De grands progrès ont été accomplis depuis le Joint Français.

C'est ce qui inquiète le pouvoir : il y a une dynamique de mouvement de masse en Bretagne ; comité de soutien aux grèves ouvrières depuis le Joint Français (kaolins de Berrien, Garnier etc...), fête des Bonnets Rouges (précédée d'une manifestation des paysans et du mouvement breton), campagne de soutien aux Basques etc...

En fait cette répression suit

celle en Corse, s'accompagne de la répression contre le mouvement occitan. Ce qui est net pour la Bretagne c'est une tentative d'intimidation et de répression sélective des mouvements autonomistes progressistes.

Quelles ont été les réactions parmi les travailleurs bretons ?

A la différence d'arrestations dans les années précédentes, il y a eu un courant très large dans la population, une réaction de solidarité. Jeudi dernier, à Rennes, une manifestation du comité breton anti-répression a rassemblé plus d'un millier de personnes. J'y ai pris la parole, comme je sortais de prison. Mais il y a eu aussi, et c'est important, un paysan-travailleur (Edouard Morvan de Pontivy), un travailleur de Mammouth (où il y a eu une grève récemment) avec une importante délégation.

Il y a eu aussi des manifestations à St Brieuc, Brest ; des comités anti-répression se sont constitués à Nantes, Guingamp, Morlaix, Quimper, Paris... Il se développe une réaction de solidarité comme il n'y en avait jamais eu avant.

recueilli par Fabien Vaudois

YANN CHOUCCQ (avocat des militants bretons inculpés), nous déclare :

«Au terme de l'enquête et des inculpations il apparaît qu'aucun des auteurs d'attentat contre les domiciles des députés, ou la centrale de Brennilis n'a été arrêté ; il n'y a aucun élément de preuve. Mais cette opération a permis de mettre à l'ombre ou sous contrôle judiciaire un certain nombre de militants progressistes gênants. A Brest, ce sont Kerrouse (FASAB), Marziou (FASAB-CFDT) et Gourvès tous trois très actifs dans la préparation de la marche sur l'Espagne et dans la dénonciation de la torture (prouvée) subie par Brégeon à la gendarmerie de Brest. A Lannion c'est Michel Salomon, «curé marxiste». Qu'on ait gardé quelques jours Guy Caro, est révélateur de l'optique de cette opération.

Sur 12 inculpés il y en a 7 qui sont inculpés uniquement de reconstitution de ligue dissoute, ce qui d'une part reste à prouver, d'autre part n'est à mon avis, jusqu'à nouvel ordre qu'un délit d'opinion».

les vieux en colere

Suite de la page 1

D'autres ont pu entendre les déclarations pathétiques faites à la télévision. Mais cela ne leur a pas tiré de larmes, la situation des vieux, ils la vivent : «Ces quêtes, c'est scandaleux, et celle-là encore plus que les autres. Chaque année, il y en a, pour les vieux, pour le cancer... Et qu'y a-t-il de changé ? Chaque année, on nous fait des promesses, et nous avons droit à vingt francs par jour ! Dites-le, dans le journal, que c'est un scandale, et que nous, les vieux, ce ne sont pas des quêtes que nous voulons». Ce retraité des PTT ne veut pas qu'on le plaigne, qu'on puisse le considérer comme une charge : «il y en a de bien plus malheureux que moi». Pour d'autres, les choses sont moins claires : «si c'est vraiment pour les vieux, c'est bien. Mais qui sait où passera l'argent ?» Mais lorsqu'on demande à cette vieille dame : «Vous pensez que c'est avec des collectes qu'il faut aider les vieux ?». «C'est plutôt une manière pour le gouvernement de faire oublier ce qu'il ne fait pas. Mais il y a bien d'autres problèmes : le pire, c'est l'isolement. Mes enfants ont été obligés de quitter le quartier, parce qu'il n'y avait plus de travail. Quand ils étaient là, je savais ce qu'il se passait. Il y avait des discussions, et je donnais quelquefois mon avis. Nous, les vieux, on en a tellement vu passer des gouvernements pourris, on ne se laisse pas prendre. Mais maintenant, je suis seule...» Alors, Mr Lenoir, qui prétendait faire disparaître ces mourroirs que sont les hospices de vieux en les modernisant et en les «médicalisant», oseriez-vous vous présenter devant ces vieux travailleurs ?

Cette vieille dame, elle aussi, ne veut pas être plainte : «Il n'y a pas que nous, les vieux. Ce qui m'inquiète, c'est la situation des jeunes, qui ne trouvent pas de travail, ou qu'on ne paye pas...».



Mais, tous les jours, les journaux parlent d'agressions de personnes âgées par des jeunes. Vous croyez-vous en insécurité ? «C'est vrai que je n'oserais pas sortir le soir. Mais vous savez, quand j'étais jeune fille, c'était la même chose. Moi, je ne me mets pas en cause les jeunes». Nous voilà bien loin de la journée de quêtes et de son cortège d'hypocrisie. Ce que ces vieux travailleurs ont retenu, c'est surtout le fait qu'on utilise leur misère, qu'on se sert des sentiments qu'éprouvent les travailleurs vis-à-vis des vieux pour tout autre chose. Cela, ils ne l'admettent pas.

Les quêtesurs l'ont d'ailleurs bien compris, et ce dimanche, il fallait aller jusqu'au Louvre, dans les quartiers les plus huppés de Paris pour les trouver. Pas question de discuter avec eux de la manière dont ils placent leur «charité chrétienne». Devant l'église qui est en face du Louvre, le quêteur, un monsieur très «vieille France» me reçut ainsi : «Quoi, un journaliste du Peuple, quelle race odieuse !»

Eric BREHAT

une censure insidieuse

Prenant prétexte de la multiplication des films pornographiques, les députés de la majorité ont voté en l'aggravant une proposition de Fourcade taxant les films et les revues pornographiques, violentes, ou interdits aux mineurs.

Les films jugés violents ou pornographiques par le secrétaire d'Etat à la culture seront lourdement taxés par un prélèvement de 50% sur les bénéfices et les rémunérations des producteurs, acteurs, distributeurs.

Les publications que Poniaowski estimera pornographiques ou violentes seront soumises à une taxe de 33%.

Ce ne sont pas les productions pornographiques qui souffriront de ces taxes, Fourcade se donne seulement le

moyen de s'approprier une partie de leurs énormes bénéfices. Ce qui est visé ce sont les productions dites violentes «les films violents sont les plus dangereux» devait, dire un député républicain indépendant au cours du débat parlementaire. L'instauration d'une telle taxe n'est rien d'autre qu'une façon camouflée de rétablir la censure politique. Ainsi les films qui montrent la lutte de libération des peuples du monde contre l'impérialisme pourront par exemple être touchés par cette taxe.

Au lieu d'interdire des films et revues révolutionnaires, Poniaowski pourra, ce qui revient pratiquement au même, les condamner à l'asphyxie financière en les taxant. Une nouvelle pièce du libéralisme giscardien !

UN LOUEUR D'HOMMES INCULPÉ PAR LE JUGE CHARETTE

Le juge Patrice de Charrette vient de prononcer une nouvelle inculpation dans l'instruction qu'il mène sur la mort de Roland Wuillaume, écrasé entre deux wagons le 23 janvier dernier, à l'usine «HGD». Chapron, directeur de cette usine où les accidents du travail sont monnaie courante avait déjà été inculpé. On se souvient comment, alors écroué, il avait été libéré quelques jours après, après une formidable campagne de la bourgeoisie, et sur intervention directe de Lecanuet.

Depuis, de Charrette a su résister aux pressions : aujourd'hui, c'est Trédez, directeur de l'agence locale de travail intérimaire BIS qui est inculpé «d'homicide involontaire». M. Wuillaume, qui était invalide à 67%, ce que n'ignorait pas Trédez, était «loué» aux HGD par cette agence intérimaire. Aux HGD, les 120 travailleurs intérimaires sont employés, souvent dans les travaux les plus dangereux. Mais si les

deux inculpations de patrons ont mis en lumière ce qui se passa dans cette usine, il ne faut pas oublier que cette utilisation des intérimaires est un phénomène général : le taux d'accidents du travail chez les intérimaires dépasse celui des ouvriers du bâtiment ! Mais ces accidents, pas toujours déclarés, ne sont pas comptabilisés dans les statistiques des entreprises, ce qui permet à leurs patrons d'en dissimuler l'ampleur.

L'inculpation de Trédez, après celle de Chapron, même si elle n'est qu'une exception par rapport aux 2000 ouvriers tués chaque année, révèle l'ampleur de la crise que connaît aujourd'hui la bourgeoisie française : au sein même de cet appareil judiciaire sur lequel elle compte tant, les fissures apparues à la faveur des luttes des travailleurs, se font de plus en plus grandes.

AIR FRANCE

LA LUTTE S'AMPLIFIE

MALGRÉ LES CRS...

A Roissy, les travailleurs mènent la lutte depuis trois semaines sans faiblir. Ils continuent leurs débrayages quotidiens ; jeudi, ils ont encore marqué de nombreux arrêts de travail dans les différents services : au Fret, à l'exploitation, à l'entretien. Les travailleurs de la zone d'entretien gardent et bloquent les pistes ; pour empêcher la sortie des avions, que des pilotes réquisitionnés étaient chargés de déplacer, ils ont mis en place des barricades, à l'aide d'escabeaux, de tracteurs et de matériaux divers. Vendredi, à 1 H, c'est la réponse de la direction : des centaines de CRS investissent les hangars de l'entretien pour enlever les barricades.

ET LE CHANTAGE A LA CRISE...

Malgré cette répression, les travailleurs d'Air France sont bien décidés à obtenir la victoire. Air France profite de son «déficit» de 350 milliards de

francs prévus pour 75, pour diminuer «la masse salariale» de 76, donc diminuer les salaires, et brandit le spectre de la crise et la «conjoncture internationale». Mais les travailleurs savent à quoi s'en tenir. C'est une attaque en règle contre leur salaire : en 75, tout le personnel a subi une baisse importante du pouvoir d'achat, alors qu'Air France a fortement augmenté la productivité : 800 licenciements ont été effectués. «Nous n'avons pas été augmentés depuis huit mois», disent les travailleurs.

LA LUTTE SE RENFORCE

Aujourd'hui, les formes de lutte employées (débrayages quotidiens) perturbent le trafic et empêchent la direction de riposter comme elle l'entendrait. La lutte se renforce : chaque jour, de nombreux travailleurs rejoignent leurs camarades. La direction cherche à démobiliser les travailleurs en les appelant à défendre «l'entreprise nationale» : «Air France doit être une

entreprise rentable et ce sont les travailleurs, qui, par leur grève irresponsable, sont en train de couler la compagnie», déclare-t-elle. Mais cet appel à la collaboration de classe est un échec. Les différents moyens employés par la direction pour briser la lutte montrent bien qu'elle est

prête à tout pour refuser les revendications. Une victoire serait un exemple qui risquerait d'être suivi. Mais les travailleurs, en poursuivant le mouvement, repoussent un à un les moyens destinés à les arrêter, montrent qu'ils sont bien décidés à vaincre.



Blocage des pistes à Orly

COMITE REGIONAL
D'ACTION VITICOLE
communiqué

Mardi 21 octobre 1975, des viticulteurs de l'Hérault contrôlent le trafic des vins. Huit camions sont contrôlés, deux camions de vin italien sont vidés, deux camions de moûts concentrés destinés à un gros propriétaire de la région aussi.

Vendredi 24, c'est au tour des viticulteurs de l'Aude qui affirment ainsi la détermination de l'ensemble des viticulteurs, de ne point abandonner la lutte devant les basses manœuvres du ministre Bonnet.



«ça suffit!»

Depuis de nombreuses années, c'est la première fois que les viticulteurs agissent si près des vendanges, sans que les «chefs historiques» donnent les mots d'ordre d'action.

Cette attitude correspond à ce qui a pu être pressenti l'an dernier : à savoir la prise de conscience de beaucoup de viticulteurs qui définissent mieux leurs ennemis, et qui ne croient plus trop à la représentativité des notables traditionnels.

Les négociants sont aujourd'hui clairement dénoncés en tant que patrons : ils font la pluie et le beau temps dans la viticulture. Cette dénonciation désigne aussi comme complices les pouvoirs publics qui leur aménagent les lois, et les gros propriétaires terriens qui divulguent l'idéologie dominante.

Huit mois de lutte n'ont pas abouti : les actions de mardi et de vendredi montrent que la combativité des agriculteurs est loin d'être éteinte, et que les promesses et les numéros de démagogie ne les trompent plus.

«Contre les licenciements» «Contre le pillage du pays» «Contre les fraudeurs»

«Pour une organisation du marché» «Pour une garantie de l'emploi» «Pour un salaire décent».

ORLANE 10^e jour de greve

Tout le monde attend l'arrivée du patron américain qui descend ce lundi pour négocier : les grévistes bien sûr, qui en sont à leur dixième nuit de piquet de grève devant l'usine, et qui sont plus décidés que jamais à le faire céder sur les 100 F pour tous, des augmentations uniformes, la garantie de l'emploi, la cinquième semaine de congés payés, le paiement des jours de grève, et l'amélioration des conditions de travail. La direction et les cadres qui, tout en qualifiant la grève de minoritaire, voient dix chaînes de production sur douze arrêtées, et l'expédition des produits stoppée. Enfin, c'est l'ensemble des travailleurs de l'agglomération orléanaise qui suivent attentivement la lutte. Chaque jour, le Comité de grève, qui regroupe les syndiqués CFDT, FO et les non-syndiqués, reçoit des messages de soutien de diverses boîtes et syndicats d'Orléans. Comme le

dit une ouvrière : «Il est drôlement important de ne pas se sentir seule, dans le piquet de grève, comme au niveau local». Cette journée de lundi sera décisive pour l'issue du conflit. Il faut absolument que le rapport de force des travailleurs grandisse et s'organise face au patron ; car la volonté de soutien ne

manque pas, comme l'a démontré la fête organisée samedi soir devant l'usine.

De leur côté, les cellules du PCR (ml), par un tract diffusé sur plusieurs usines, appellent les travailleurs à se mobiliser, ce lundi après-midi devant Orlane, pour faire de cette lutte un exemple victorieux.

INTERVIEW D'UN MEMBRE DU COMITE DE GREVE

Comment est organisée la lutte ?

«Le comité de grève regroupe les grévistes syndiqués et non-syndiqués, il a pris en charge le blocage des portes : jour et nuit les piquets bloquent les camions aux deux portes de l'usine.»

Quelle solidarité locale rencontrez-vous ?

«Des travailleurs de la Source participent au piquet, les travailleuses des chèques postaux gardent les enfants pour que les grévistes puissent être présents devant l'usi-

ne. Des délégations sont allés dans les boîtes d'Orléans pour informer les travailleurs et organiser le soutien financier.»

Comment voyez-vous la suite du mouvement ?

«On a bon espoir. La direction s'isole elle-même, par ses provocations. Nous pensons que notre mouvement peut faire bouler de neige car nous ne sommes pas les seuls à refuser de nous laisser faire.»

LA RENCONTRE DES «MINI-LIP» A BESANÇON

La nature de ce mini-Lip sera restée une inconnue jusqu'à la dernière minute. Il faut dire que le secret a été de rigueur. Même à Besançon, bien peu de syndicalistes ont été mis au courant de ce qui allait se dérouler au foyer international. Mais tant de mystère s'explique très bien. C'est par le canal de la CFDT que la section PSU de Besançon a fait circuler un appel à une coordination des luttes. Un militant de ce Parti nous le disait hier : «si nous avions appelé au nom de notre organisation, beaucoup ne seraient pas venus». C'est donc une rencontre sans étiquette qui se sera tenue samedi et dimanche. Environ 70 syndicalistes sont là. La liste des usines est assez importante. Des militants sont venus d'Usinor, Manuest, Caron-Ozanne, Chaix, des Tanneries d'Annonay...

«Nous sommes venus pour réfléchir aux luttes, à ce qu'il faut faire aujourd'hui, aux obstacles à surmonter pour gagner», devait nous dire un ouvrier de l'imprimerie Darboy. Les questions qu'ils ont en tête, c'est bien celles qui se posent à l'ensemble des travailleurs aujourd'hui : peut-on vaincre, quels moyens peut-on prendre pour que la riposte de la classe

ouvrière soit victorieuse ? Autant de questions qui appellent une réponse politique et qui seront malheureusement restées sans réponse. Trois thèmes de discussion avaient été choisis : la démocratie syndicale, la stratégie du pouvoir, les moyens à mettre en œuvre. A chaque fois, c'est une «technique» qui nous a été donnée, un livre de recettes. La mobilisation politique, la détermination des Lip de laquelle a découlé un certain nombre de moyens mis en œuvre comme par exemple Lip-Unité, s'est transformée dans la bouche de Piaget en une tactique, ou plutôt en une technique syndicale : «Vous comprenez, pendant les grèves, il ne faut pas que les gars s'ennuient, il faut leur donner toujours quelque chose à faire, c'est pour cela que nous faisons des panneaux muraux», devait-il déclarer. Sa conception du syndicalisme ne diffère plus en fait tellement, aujourd'hui, de celle des dirigeants de la CGT quand ils abordent la question de l'unité. Lorsqu'un délégué de Caron-Ozanne a affirmé fièrement : «A une journée portes-ouvertes, sur 100 gars qui étaient venus, on a été obligés d'en virer 60... parce que c'étaient des révolutionnaires» !! Piaget n'a pas répliqué. Pour lui, l'unité

des travailleurs, ce n'est pas briser l'isolement dans la lutte contre la bourgeoisie, c'est tout faire pour conserver «une bonne entente». Au nom de l'unité, il va jusqu'à regretter l'anti-révisionnisme qui s'est exprimé à Lip. S'ils avaient été présents, les travailleurs de Lip auraient certainement apprécié la façon dont ils excuse aujourd'hui la CGT de Lip, qui proposait les 350 licenciements du plan Giraud. Selon lui, «il ne faut pas faire de l'anti-cégétisme primaire, il ne faut pas exagérer, c'est plus une question de personne qu'une question de ligne». Décidément, quand on s'inquiète à l'usine de Palente de l'attitude de Charles «qui a bien changé», c'est juste titre.

Non, ce n'est pas un mini-Lip auquel nous avons assisté samedi-dimanche, la voie que les horlogers ont emprunté est encore dans nos têtes et ce n'est pas celle sur laquelle ce conseil syndical veut nous engager. Des débats, une coordination des luttes, c'est nécessaire pour répondre aux questions que nous nous posons, mais c'est avec le maximum de travailleurs que nous devons l'engager et pas en secret et entre spécialistes comme cela a été le cas à Besançon, ces deux derniers jours.

en bref

BOURGOGNE ÉLECTRONIQUE

Une ouvrière de Bourgogne Electronique, s'est adressée récemment au Comité d'Entreprise pour emprunter de l'argent (son mari est malade et elle a plusieurs enfants à nourrir). Les révisionnistes du P.C.F. qui dirigent le CE par l'intermédiaire de la CGT ont refusé catégoriquement. Plusieurs ouvrières de l'usine ont alors fait la même démarche : même réponse des membres du P.C.F. Après enquête, nous avons appris que les caisses du CE avaient été vidées par le voyage organisé pour aller en URSS (25 millions), l'été dernier. Le CE doit être aux mains des travailleurs, pas aux mains des politiciens du P.C.F. L'argent du CE, c'est celui des travailleurs. Aujourd'hui, nous demandons des comptes : où est passé notre argent ?

Correspondant
Bourgogne Electronique

ROUBAIX : EMBAUICHE FORCÉE

Dans le quartier de Hem, un ouvrier maçon licencié, membre du Comité de Lutte contre le Chômage, continue à se présenter sur le chantier (bâtiment E.C.H.) et à travailler depuis plusieurs jours. Le Comité de Lutte contre le Chômage organise sur Hem une vaste campagne de mobilisation pour mettre fin aux nombreux licenciements.

RENAULT (CLÉON) :
DÉBRAYAGES POUR LES SALAIRES
ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

A Renault (Cléon), les débrayages se multiplient. Pour les OP, la direction a dû céder une augmentation mensuelle de 175 F, la prime de nuisance et 1/4 d'heure pour la douche. Les caristes ont aussi débrayé et la direction a établi un constat d'huissier. Ils ripostent en débrayant quotidiennement ; ils sont rejoints par les balayeurs et les manutentionnaires.

PREMIÈRE VICTOIRE CHEZ
HOOVER

Les travailleurs de Hoover, à Dijon, ont obtenu une première victoire dans leur lutte contre 300 licenciements : des négociations ont eu lieu, sur une base très claire : pas un seul licenciement. Ce succès, ils l'ont obtenu par leur action : occupation des locaux, grève avec des piquets, séquestration des cadres, qui ont fait reculer les provocations de la direction et des fascistes.

Les travailleurs de Hoover sont conscients que la lutte n'est pas terminée. Ils sont décidés à se battre contre les rendements, pour de nouveaux emplois.

P.B.T.P. (Pontarlier/Saône) :
OCCUPATION CONTRE LES LICENCIEMENTS

Les travailleurs de l'entreprise PBTP (travaux publics) sont menacés de 109 licenciements (ils sont 114). Vendredi matin, à l'unanimité, les travailleurs ont décidé de riposter en votant la grève illimitée avec occupation. Ils ont d'autre part séquestré le PDG, le directeur général et le conseiller général du canton.

FORGES DE GUEUGON :
3 500 TRAVAILLEURS MANIFESTENT

Aux Forges de Gueugon (Saône-et-Loire), 3 500 travailleurs, vendredi, se sont mis en grève pour la journée et ont manifesté dans les rues de la ville. Ils réclament le retour aux 40 H et l'augmentation des salaires.

jeunes

la délinquance des jeunes ! Théme permanent des interventions de Poniatowski pour justifier l'accroissement du potentiel répressif et son utilisation massive.

Qu'en pensent les jeunes eux-mêmes ? Quelle est la réalité de la délinquance ? Quel cycle conduit des jeunes à la délinquance ?

L'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire (UCJR) entame une enquête sur ces questions. L'aide des lecteurs du Quotidien sera précieuse pour cette enquête. Confronter les points de vue, approfondir les questions. Ecrivez-nous.

Des milliers de jeunes, condamnés pour de petits délits ou placés là d'office, les cas sociaux (on dit qu'ils ont des troubles du comportement), vivent dans des foyers d'éducation surveillée, des maisons de redressement.

Des centaines d'autres veulent devenir éducateurs... Martine et Georges qui sont du métier, nous en parlent. Bruno, membre de l'UCJR et «rescapé» d'un foyer de ce type, s'est joint à la discussion.

Quotidien du Peuple: Qu'est-ce qui attire les jeunes dans votre métier ?

Georges: Après le bac, il y a des gars qui passent des concours aux postes ou dans les banques. Aux autres qui ne veulent pas aller dans les bureaux, les orientateurs disent que dans le secteur de la réadaptation, de l'encadrement, il y a quelque chose à faire, qu'on peut rendre service à des jeunes qui ont des problèmes...

Martine: Oui, parmi ceux qui veulent être éducateurs, beaucoup ont déjà un peu conscience de ce qu'est la société mais ils ont un peu l'idée que là, ils sont libres, et qu'en améliorant l'éducation, au contact des jeunes, ils vont un peu changer les choses.

QdP: Comment se passent les études ?

Martine: 3 ans avant le diplôme, moitié cours, moitié stages dans des établissements divers. Avec l'assurance d'un salaire pas trop mauvais au départ: j'ai commencé à 2100 F par mois.

Georges: Les cours, ils plantent un peu le décor, moi je m'en suis aperçu après. Tout y passe: droit, psychologie, médecine, sociologie. On en sait un peu dans tout, juste de quoi faire du replâtrage. Mais on a étudié de tout: de Freynet à Piaget en passant par Rousseau!

DELINQUANCE

rescapé d'un foyer d'éducation surveillée

DIALOGUE AVEC DEUX EDUCATEURS

QdP: Dans la pratique, ça donne quoi ?

Georges: Dans la pratique, nous on a deux tâches. D'abord on fait le pion: vérifier que la valisette est faite, qu'il n'y a pas de bagarre, surveiller les entrées et les sorties. Et on est obligé: quand je suis de garde, s'il y en a un qui se tire et qui se fait ramasser, c'est sur moi que ça tombe. Ensuite, bon, c'est théoriquement le principal, on fait de l'animation, des activités... Bruno: comme animation ça se pose là ! Chez nous, il y avait du foot, de temps en temps, la télé, on fabriquait des machines en rotin, on faisait de la photo. Enfin, tout ce qu'on aurait pu faire à l'extérieur et même moins, tu parles à 17 ou 18 ans ! Et puis, toujours les mêmes têtes, matin, midi et soir. Ça c'est pas des activités, c'est des gadgets pour éviter qu'on sorte, pour nous cacher. Les gens, dans les maisons à côté, ils avaient peur de nous parce qu'ils ne savaient pas bien ce qu'on faisait là dedans !

Georges: Ce qui est sûr, c'est que les éducateurs, ils n'ont pas beaucoup de moyens: d'abord au point de vue crédits. C'est la croix et la bannière pour avoir de quoi emmener les gars au cinéma ou faire une fois une sortie en car.

Bruno: D'accord, mais le problème il n'est pas là vraiment: même si ça avait été intéressant ou nouveau, les activités, on n'y serait pas allé. Parce que l'éducateur, pas tous mais souvent, quand on est copain avec lui, il rapporte tout aux réunions avec le directeur ou le psychologue: ce qu'on dit, ce qu'on fait, les gars avec qui on est. On a une fiche, et tout ça c'est marqué, d'une semaine sur l'autre. Sur la mienne, l'assistante sociale avait mis que chez ma mère c'était sale, qu'il fallait surveiller nos habitudes de propreté. L'éduca-

teur, lui, il avait écrit que je voulais partir, que je faisais le mur.

Non, tu vois, il y a des gars qui disent que la prison c'est mieux parce que là les gardiens, ils ont des casquettes, on les voit venir. Martine: Ça, c'est vrai souvent; il y a beaucoup d'éducateurs qui le savent, il y en a beaucoup d'ailleurs, au bout de deux ou trois ans, qui arrêtent parce qu'ils se sentent coincés. En fait, la réinsertion sociale, ça ne marche pas toujours. Bruno: Drôle de réinsertion! En fait ce qu'on te ré-apprend, c'est l'autorité et la discipline du chef ou du bourgeois. Dans mon foyer, il y avait un service de placement; et si le jeune se plaignait du boulot, un coup de téléphone du patron, et hop, au retour il avait droit d'abord à une trempette, et ensuite à un sermon, signer de ne pas recommencer...

Tu vois, dans ces conditions, à la première possibilité, on se taille et là ça recommence: pas de fric, un petit vol, se faire arrêter et ça jusqu'à 18 ou 19 ans.

Martine: Là tu as raison: quand la bourgeoisie dit qu'il faut plus d'éducateurs, de foyers pour ré-

soudre le problème de la délinquance ou de l'encadrement des jeunes, c'est faux. Ça ne suffit pas. D'abord parce que les gars qui arrivent, ils ont déjà de l'expérience, des idées, ils se méfient à priori.

Ensuite, c'est surtout ça même, parce que la perspective qu'on leur offre, c'est la même au fond. Avant, c'est chacun pour soi, par la fauche, la force ou n'importe quoi. Après, c'est chacun pour soi, au boulot, dans la famille, à l'école, dans le HLM, mais en plus avec la peur de l'autorité, des flics.

Entre les deux, les gars qui sont là, ils préfèrent ce qui leur semble le plus facile, retourner d'où ils viennent.

Bruno: Sur 10 qui rentrent, il y en a deux qui redeviennent «normaux» comme on dit. Mais on doit expliquer au gars qu'il y a une autre voie: celle de la solidarité, de l'entraide pour la lutte, contre l'origine de nos problèmes, la société bourgeoise.

Moi, je suis retourné récemment au foyer. J'ai pas pu rentrer parce qu'ils savent que je suis communiste. Mais ça ne fait rien: dedans, il y a trois copains qui montent l'UCJR.



un après-midi à la chambre des flagrants délits

C'est un après-midi comme les autres à la chambre des flagrants délits du palais de Justice de Paris. Parmi le public: quelques parents ou amis des prévenus et puis un certain nombre de retraités. Dans la boîte, plus de la moitié des prévenus sont des jeunes.

Pour bénéficier de l'indulgence du tribunal il ne suffit pas d'avoir un casier judiciaire vierge. Encore faut-il avoir un emploi et un domicile qui conviennent à ces messieurs. Les prisons sont pleines et on y «accueille» plus particulièrement les sans abris et sans ressources. Quelle générosité ! Et quelle référence pour trouver du travail à la sortie !

Pour les récidivistes, il n'y a plus d'excuses. Ecoutons le procureur: « Il a déjà bénéficié de plusieurs condamnations avec sursis, je propose donc au tribunal une peine sévère et ferme pour le faire réfléchir ».

C'est ainsi que démagogie et répression s'abattent successivement sur le jeune. Les injustices flagrantes font fuser les réflexions dans la salle: un jeune algérien vient d'avoir droit à deux mois avec sursis pour avoir volé... 7F de petits suisses parmi une livraison déposée dans le hall de son immeuble: « S'il n'était pas Algérien, il ne serait pas là », « Ça c'est sûr, quand on est arabe, on paie plus cher ! ».

Aucun prévenu n'a demandé d'avocat. L'écrasante majorité n'en connaît pas et ne connaît que trop le baratin standard de ceux qu'on leur impose, qui préparent sur place la plaidoirie rituelle sur l'enfance malheureuse ou la mère alcoolique. Les juges n'écoutent plus à force d'entendre le refrain.

La bonne défense, c'est une question d'argent, nous expliquera une retraitée: « L'autre jour aux assises, c'était Floriot qui plaidait, le gars a écopé au moins trois fois moins que ce qu'il aurait pu avoir, et je sais que Floriot ne lui a pas pris trop cher: 9 000 F. D'ordinaire, c'est plutôt 20 000 ou 30 000 F. Pour ne pas être frappé, il faut être riche ».

Il est 18h la séance est terminée. Des comme ça, il y en a tous les jours.

Gilles RANCIER

Grenoble a la cité mistral, les mécanismes d'une campagne anti-jeunes

La cité Mistral est une des cités ouvrières de Grenoble. C'est un ghetto: d'un côté, l'autoroute, en face, le lycée technique, au Nord, l'usine CEMAE, au Sud, la sortie de l'autoroute puis le stade Bacheviard. Elle a été prévue pour 4000 habitants, il y en a plus de 5000 aujourd'hui.

Ce qui frappe, c'est le nombre d'enfants. Comme aire de jeux, deux carrés de sable aménagés, c'est tout. Pour les jeunes, il y a bien une maison des jeunes, mais c'est toujours la même poignée qui s'y retrouve. « Nous on ne se sent pas chez nous » disent les jeunes ouvriers. Il y en a qui passent des mois sans sortir de la cité.

La bourgeoisie est incapable de fournir à ces enfants du peuple du travail et des loisirs qui les intéressent. Face à leur révolte, elle envoie ses flics: les contrôles d'identité sont fréquents, il y a eu plusieurs opérations coup de poing, en juillet,

une opération «tranquillité vacances» (!). Leurs insultes racistes sont chaque fois appuyées par les mensonges de la presse locale sur «les voyous». « Quand tu cherches du boulot, il vaut mieux pas dire que tu es de Mistral » disent les jeunes.

La dernière provocation date du 29 août, au bar «Le Danube». « C'était pas le patron, au bar, c'était le gérant, le Buffle, on l'appelle, nous dit un jeune qui était présent, il a tout de suite appelé les flics. Le patron, lui, il nous connaît mieux, il sait qu'on paiera le lendemain. » Les flics étaient venus à plusieurs cars. Ils ont commencé les insultes: « Petits pédés... Montre tes papiers, sale melon... » « Le premier flic qui a parlé s'est pris un verre par la figure, c'est comme ça que ça a commencé. » Les flics ont tabassé, ils ont embarqué de force quatre jeunes dans le fourgon et arrêté un cinquième parmi les familles qui étaient allées

protester devant l'hôtel de police. Trois d'entre eux ont été emprisonnés !

Le lendemain, «Le Dauphiné Libéré» titrait un article sur les « voyous de mistral » qui avaient «sauvagement» pris à partie des policiers désarmés. L'article finissait par un appel sournois à renforcer les «forces de l'ordre»:

LES CHIFFRES

- Progression de la grande criminalité (prise d'otages, vol à main armée) qui représente 1,1% du total des délits: +15%
- Progression des délits mineurs: +3,6%
- Progression des crimes de sang depuis 1960: +0,1%
- Part des moins de 20 ans dans l'ensemble des délits: +11%

« Que faut-il pour arrêter le vent de violence qui s'abat régulièrement sur la cité Mistral ».

La bourgeoisie avait donné une grande publicité à cette affaire. «Le Monde», la radio, la télé nationale ont parlé «des bandes rivales qui se réconcilient à l'arrivée de la police».

« Ceux qui ont vu ce qui s'est passé sont avec nous », nous ont dit les jeunes après la provocation du 29. Les autres ? Ils ont eu les nouvelles par «Le Dauphiné libéré»... Aussi il y a des parents qui nous ont dit: « Il faut faire quelque chose. Maintenant, ils s'en prennent à la police, mais un jour ils s'en prendront à nous ! ».

C'est clair: en assimilant des jeunes qui se défendent à des voyous, en développant dans la presse du racisme anti-jeunes, en faisant des démonstrations

de force de sa police, la bourgeoisie espère faire accepter aux travailleurs, au nom de la lutte contre l'escalade de la violence, le renforcement de la police et son utilisation contre les masses populaires en lutte, à l'usine ou dans les quartiers.

Mais à Mistral, la colère grandit à chaque provocation. Pour le moment, les flics n'osent plus rentrer dans la cité. Après l'histoire du 29 août, les jeunes ont créé un comité anti-répression et ont donné leur point de vue dans le journal qu'ils font sur la cité.

Ils ripostent aux attaques policières. Ils dénoncent les mensonges de la presse et montent aux habitants de la cité que les jeunes ne sont pas ceux que la bourgeoisie voudrait faire croire.

Patrick ISNARD

LE FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTI-FASCISTE ET PATRIOTIQUE :

" les contradictions vont s'aiguïser "

Le Quotidien du Peuple : Depuis quelques jours, la maladie de Franco ne cesse de s'aggraver. Quelle que soit l'heure exacte du dénouement, comment voyez-vous l'avenir de l'Espagne après la mort de Franco ? Et d'abord, que va-t-il se passer dans les heures qui vont suivre ?

Le camarade du FRAP : On peut prévoir le scénario suivant, compte tenu de ce qui s'était passé en juillet 74. De toutes façons, l'état d'exception est déjà proclamé. L'armée et les forces de répression vont être mises en état d'alerte. Le quadrillage policier va être renforcé dans les grandes villes. Ensuite seulement, ils annonceront la mort de Franco.

L'autre camarade du FRAP qui participe à la discussion précise : Il se peut qu'il soit déjà mort ; mais ils



veulent mettre la dernière main aux préparatifs de la succession. Il y a des années qu'ils s'y préparent, des années qu'ils mûrissent le projet de renforcement de la monarchie et d'«opposition» légale. Mais son exécution est toujours retardée. Malgré tous leurs calculs, ils ne sont jamais prêts, ils ne comptent jamais avec la lutte du peuple.

Le QdP : Quelle est l'importance de la mort de Franco ? Est-ce que ça va «changer quelque chose» ?

— La mort de Franco est à la fois très importante et pas très significative. Pas très significative, parce que Franco lui-même n'est rien ; il a été porté au pouvoir par l'oligarchie

et les forces de répression, soutenu par les Américains. Or, toutes ces forces demeurent. La contradiction principale n'a pas changé et ne changera pas par le seul fait de la mort de Franco : elle se situe toujours entre l'oligarchie et le peuple.

Mais elle est importante parce que Franco, comme Carrero Blanco, est quelqu'un de difficile à remplacer, dans la mesure où il maintient l'unité, la cohésion de toutes les forces franquistes. Avec la mort de Franco, à l'intérieur du franquisme, toutes les contradictions, à tous les échelons vont s'aiguïser.

Le QdP : Quelle est la solution de rechange qui vous paraît la plus plausible dans l'immédiat ?

— Dans l'immédiat, c'est Juan Carlos...

Le QdP : C'est l'homme de la Phalange, non ?

— Pas seulement ; c'est l'homme de la Phalange, c'est l'homme de l'armée, c'est l'homme des Américains. C'est aussi l'homme de l'Opus Dei. C'est l'Opus Dei qui a préparé tous les pas de la manœuvre de succession. Par exemple, Carrero Blanco, qui était une pièce maîtresse dans la succession, était très lié à l'Opus, à laquelle appartiennent les fascistes Lopez Rodo et Lopez Bravo. Mais elle a placé des hommes à elle dans la Convergence Démocratique, et dans la Junte Démocratique avec Calvo Serer. Ceci, pour essayer de garder son influence dans toutes les hypothèses.

Juan Carlos, c'est l'homme du régime.

Demain, la suite de cette interview.

après Franco, le franquisme ?

phalanges comme Fasciste

En même temps que nous donnons le point de vue des révolutionnaires du FRAP, nous commençons aujourd'hui la présentation des diverses forces réactionnaires impliquées dans la «bataille de la succession».

La Phalange est l'aïe jusqu'au boutiste, et la plus conservatrice de toutes les forces franquistes. Elle souhaite perpétuer, sans changer un iota, le franquisme de l'immédiat après-guerre.

La Phalange Espagnole (F.E) regroupe depuis le décret d'unification de 1937, trois partis fascistes : la F.E proprement dite, les J.U.N.S (Juntas d'Offensive Nationale Syndicalistes) et les Requetes, troupes de choc pendant la guerre civile.

L'idéologie de la Phalange est copiée sur les principes fascistes d'Hitler et de Mussolini. Par exemple, le point 6 proclame : «Notre Etat sera un instrument totalitaire au service de la patrie». Et le point 7 dit clairement : « Il ne sera permis à personne de faire usage de, sa liberté contre l'union, la puissance et la liberté de la patrie.»

Les 26 points de la Phalange constitue le crédo du régime franquiste et la base sur laquelle s'est faite «la Révolution Nationale». Le pouvoir de la Phalange est toujours aussi vivace.

La loi des principes du Mouvement National de 58 «entendu comme la communion des Espagnols dans les idéaux qui ont inspiré la Croisade» est la première et la plus fondamentale de toutes les lois fascistes. «Le serment à prêter pour être investi d'une charge publique devra se référer au texte de ces principes fondamentaux».

Le président du gouvernement est aussi chef du Conseil National du Mouvement, qui existe depuis 1937 et qui a pour charge d'«assurer l'adaptation des lois aux principes du Mouvement». Par exemple, Carrero Blanco était chef du Conseil National, et Arias Navarro, que certains

présentaient comme un «libéral», aussi !

Mais la Phalange ne fournit pas seulement un cadre doctrinal au fascisme et l'appui d'un parti unique. Les meilleurs piliers de la Phalange sont les corps spéciaux de répression et vice-versa : B.P.S (Brigades Politico-sociales), «grises» (police armée), guardia civile.

La Phalange exerce aussi son influence dans l'armée, mais elle ne l'exerce plus sans partage. Il en va de même pour l'église, qui dans les années qui ont suivi la guerre civile, a fait bloc autour de la Phalange, dont les principes affirmaient :«la nation espagnole considère comme un titre d'honneur la soumission à la loi de Dieu, selon la doctrine de la Sainte Eglise Catholique, Apostolique et Romaine, seule véritable foi inséparable de la conscience nationale qui inspirera la législation». Aujourd'hui, certains secteurs commencent à s'en détacher, et c'est là un des éléments de la crise du régime.

C'est l'aïe phalangiste du franquisme qui a le plus applaudi aux assassinats de nos cinq camarades, c'est elle qui réclame «justice» pour les flics exécutés, qui a entrepris une marche sur la prison de Carabanchel pour liquider les détenus, c'est elle qui a obtenu le renforcement de la législation anti-terroriste. C'est elle enfin, avec les vétérans de la guerre civile, qui a fourni l'essentiel des manifestants de la Place d'Orient, qu'on a voulu nous présenter comme une manifestation populaire de soutien à Franco.

C'est la fraction la plus hostile à toute espèce d'évolution, celle qui se sent la plus menacée à l'heure actuelle.

vie d'un assassin



Le dernier des hitlériens

Franco crève, les mains couvertes du sang de tous les peuples d'Espagne. Toute la carrière politique et militaire de Franco, au service du fascisme et de l'oligarchie a été rythmée par la répression sanglante de la lutte des masses populaires espagnoles.

août 17 : la grève générale éclate au cœur rouge des Asturies, à Oviedo. Franco fait ses premières armes contre le prolétariat : la répression est sauvagement menée avec une colonne de mitrailleuses.

Suite à cette boucherie, Franco rejoint l'Afrique pour commander la Légion du général Millan Astray, qui fait crier à ses soldats : Viva la Muerte ! Il mène la guerre du Rif contre Abd-el-Krim, et les légitimes aspirations du peuple marocain à l'indépendance. Des amitiés se nouent : avec les officiers qui, à ses côtés, combattent en 1936 la révolution espagnole ; avec le général chargé par l'impérialisme français d'écraser, conjointement avec Franco, le peuple marocain : Pétain.

Pour rétablir le pouvoir de l'armée et diffuser l'idéologie militariste, le fasciste Primo de Rivera le nomme directeur de l'Académie générale militaire de Saragosse (1927 à 1931). Il incuquera cinq ans durant, l'idéologie corporatiste et fasciste aux promotions d'officiers.

1931 : la gauche bourgeoise arrive au pouvoir : Franco voit «son» académie dissoute. Il af-

firme alors : «la machine se casse, mais l'œuvre reste. Notre œuvre, c'est vous, les sept cent vingt cinq officiers». L'avenir le confirmera : tous rejoindront Franco dans le camp de «l'Espagne noire» des grands propriétaires terriens, de l'Eglise et de la tradition. Et c'est à Franco que la droite, provisoirement revenue au pouvoir, s'adresse en octobre 1934 pour réprimer de nouveau les mineurs des Asturies : en lançant sur les grévistes les «regulares» (mercenaires marocains) et la Légion Africaine. Franco assassine près de 20 000 grévistes et emprisonne 30 000 personnes. «Cette guerre est une guerre de frontière : les fronts sont le socialisme et le communisme et les autres forces qui attaquent la civilisation pour la remplacer par la barbarie», déclare alors Franco.

Lorsque triomphe le Front Populaire, Franco destitué de son poste de Chef d'Etat Major et éloigné aux Canaries, met sur pied l'offensive contre-révolutionnaire et passe à l'attaque le 17 juillet 1936.

Franco mène sa guerre en recourant au terrorisme et à la destruction systématique des populations civiles : tortures, exécutions sommaires, prises d'otages et bombardements des concentrations urbaines civiles et des hôpitaux. Le peuple basque porte encore dans sa chair les souffrances atroces de Guernica. Chaque jour, Franco annonce la victoire imminente,

Au moment où Franco est en train de crever, il est bon de se rappeler ses liens avec Hitler et Mussolini.

C'est l'objet de la réédition du très bon ouvrage de Gilbert Mury : «Franco contre l'Espagne». Il s'agit essentiellement d'une présentation de la correspondance échangée entre Franco et Hitler durant la guerre, qui révèle le désir réel de Franco de prêter main forte à son vieux compagnon. Une lecture qui s'impose...

G. Mury : «Franco contre l'Espagne», librairie Floréal, 121 bd du Maine - 75014 Paris - 7,50 F.

mais les peuples d'Espagne résistent et Madrid tient. Il faudra l'intervention massive de l'Allemagne et de l'Italie fascistes pour permettre la victoire des généraux félons, à la tête desquels Franco s'est imposé.

Chef de l'Etat et du gouvernement depuis 1938, Franco, une fois la République espagnole écrasée, songe alors à témoigner sa reconnaissance à Hitler.

Mais il ne peut combattre aux côtés de l'Axe : les masses populaires espagnoles sont prêtes à combattre, de l'intérieur, le fascisme. Néanmoins, la légion Azul sera envoyée contre les peuples soviétiques à Stalingrad.

Malgré la défaite des puissances fascistes amies, Franco se maintient au prix d'une répression toujours plus sanglante, qu'il exerce avec l'aide des USA et des pays ouest-européens dès la guerre froide.

A la lutte conjugée des masses populaires et des peuples d'Espagne, Franco répond par une terreur aveugle qui assassine les militants les plus valeureux de l'anti-fascisme : Julian Grimau est assassiné le 20 avril 1963, pour avoir combattu Franco durant la guerre civile. Et depuis, la liste des martyrs du fascisme ne cesse de s'allonger : hier Puig Antich, aujourd'hui nos cinq camarades de l'ETA et du FRAP. La vie de Franco est celle d'un assassin : commencée dans le sang des mineurs asturiens, elle s'achève dans celui des cinq martyrs du mois de septembre, sans parler de Garmendia mort de ses tortures après ses cinq camarades.

Camille NOËL

international

portugal

des bombes qui tombent bien ?

Un nouveau facteur est intervenu en fin de semaine dans la situation politique portugaise : l'explosion à Lisbonne de six bombes de faible puissance ; à Alcacer do Sal, dans le sud, d'une bombe plus forte ; ainsi que d'une autre qui a détruit, à Porto, l'imprimerie du PCP ; enfin, un engin a été lancé contre la maison de l'Angola à Lisbonne. Ces divers attentats revendiqués par l'ELP (fasciste), ont déterminés la mesure prise par le COPCON : mise en état d'alerte des troupes.

Dans le Nord, une réunion des soldats en lutte était prévue pour protester contre la non-application de l'accord passé avec le général Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre : les soldats du régiment dissous, le CICAP, qui devait, selon cet accord, être reconstitué, vont en fait être dispersés, pour moitié, les uns à vingt kilomètres de Porto, les autres à Braga. La mise en état d'alerte, jointe au refus du nouveau commandant du régiment d'artillerie RASP (dans les casernes duquel la réunion devait avoir lieu), de prêter ses locaux, ont déterminé l'échec de cette mobilisation.

Ainsi, le développement des attentats de l'extrême-droite pourrait être mis à profit par le

sixième gouvernement provisoire pour réaliser la « remise en ordre » dans laquelle il a échoué jusqu'ici. Cette tactique serait dans la droite ligne des rumeurs lancées à diverses reprises par le PS sur de prétendus coups d'état en préparation : le PS cherche ainsi à se faire passer pour le dernier rempart contre le fascisme ; il reprend la tactique alarmiste appliquée des mois durant par le PCP.

Ce dernier connaît aujourd'hui de nouvelles difficultés, après le demi-échec de la manifestation qu'il avait essayé d'organiser jeudi-soir sous le couvert d'un certain nombre d'organisations de masse qu'il contrôle : l'Union Démocratique Populaire, le Front Uni Révolutionnaire et les « Soldats Unis Vaincrons » s'en étant désolidarisés, on y a remarqué notamment l'absence presque totale des soldats.

Dans ces conditions, la tentative révisionniste pour passer une alliance privilégiée avec le PS semble vouée à l'échec. C'est, en tout cas, ce que confirme la dernière déclaration de Mario Soarès, selon qui le PS ne veut passer « d'alliance exclusive ni avec le Parti Populaire Démocratique (dont le PCP réclamait l'élimination) ni avec le PCP ».

Sadate à Paris

DU «GRAND DESSEIN» AU PETIT COMMERCE

Sur le Chemin des Etats-Unis, Anouar el Sadate, chef de l'Etat égyptien, fait actuellement une courtoise visite en France. Il a déclaré à cette occasion qu'il n'aurait pas le temps de discuter de la question des fournitures d'armes. Question reposée en termes nouveaux par un récent article de la Pravda menaçant de couper l'approvisionnement soviétique ; question depuis des années au centre des rapports entre la France et les pays du Moyen-Orient.

Juin 67 : de Gaulle annonce l'embargo sur les armes françaises à destination des «pays du champ de bataille». Trente «mirages» destinés à l'Etat sioniste sont ainsi bloqués. Et ce sera la déclaration de de Gaulle, tenant le sionisme en parlant du «peuple juif sûr de lui et dominateur» : neuf ans après l'agression organisée en commun avec Israël contre l'Egypte, c'est la relance d'une nouvelle politique de l'impérialisme français «d'amitié avec les pays arabes» dans le cadre de confrontation avec les Etats-Unis.

Huit années ont encore passé, et les choses ont à nouveau bien changé. De de Gaulle à Giscard, nous avons eu la «transition» de Pompidou, et déjà les nouveaux traits de la politique française

avaient commencé à se dessiner. Les trente «mirages» bloqués de 1967 seront remboursés à l'Etat sioniste, cependant qu'on organisera une «fuite» des vedettes, également destinées à Israël, et gardées dans le port de Cherbourg. D'un autre côté, faisant argent de toute vente, la France recommencera des livraisons d'armes à des pays arabes, à l'exception de ceux qui ont des frontières communes avec l'Etat sioniste : des Mirages sont livrés à la Libye. C'est le temps des ambiguïtés. Le temps où, commençant à battre en retraite devant les USA, la France se réfugiera, en octobre 1973, derrière la Communauté Economique Européenne pour prendre une position mitigée sur la guerre en cours : pétrole oblige, et l'embargo décidé par les pays arabes plonge notre bourgeoisie dans l'embarras.

Cette même obsession est encore présente dans les accords signés depuis, entre Giscard et Sadate : ils comportent entre autres une clause de garanties des livraisons en cas de nouvel embargo. Mais, de même que l'Egypte de Sadate n'est plus celle de Nasser, la France de Giscard est assez loin de celle de de Gaulle. En août 74, l'embargo sur les armes a

été levé, ce qui a déterminé une déclaration de l'ambassadeur sioniste Ben Nathan : «on peut espérer qu'il y ait des relations correctes et amicales entre la France et Israël».

Si les livraisons d'armes en direction de l'Etat sioniste n'ont pas encore repris, elles ont en revanche déjà commencé en direction de l'Egypte : mirages, hélicoptères Lynx, missiles. De la même façon, les capitalistes français mettent aujourd'hui à profit le «nouveau cours» de la politique égyptienne pour faire des affaires : ils participent aux projets de centrales nucléaires égyptiennes, à la centrale thermique d'Aboukir, aux laminoirs d'aluminium d'Alexandrie, et dans l'équipement touristique, ils sont associés à des capitaux arabes et iraniens. Un prêt de 500 millions de francs a été accordé à l'Egypte pour le financement de ces divers projets.

Après l'affront subi par Giscard en URSS, Sadate lui accorde une visite de politesse sur le chemin de ses grandes affaires, qui vont se traiter à Washington. Voilà qui donne la mesure de la situation à laquelle notre bourgeoisie est de plus en plus réduite : celle d'un commerçant qui tente tant bien que mal de continuer ses affaires.

ARGENTINE PERONISME ET BUREACRATIE SYNDICALE (I)

Le 20 juin 1973, Juan Domingo Peron est dans l'avion qui le ramène en Argentine après dix-huit années d'exil. Près de quatre millions de personnes sont venues l'attendre à l'aéroport de Ezeiza. Lorsque les colonnes de manifestants, venues des banlieues ouvrières et encadrées par les péronistes de gauche, s'approchent de la tribune officielle, le service d'ordre, recruté en particulier parmi les hommes de main de la CGT, ouvre froidement le feu. Bilan : plus de 50 morts et 200 blessés. Parmi eux, un vieil ouvrier, cinq balles dans le corps, s'écrie : «je suis heureux d'avoir subi ça pour Peron !»

Aujourd'hui, le seul titre à gouverner de sa veuve - pauvre pantin dont on se dispute les ficelles - c'est de porter... le nom de Peron

Nationalisme désuet ? Mystique d'un autre temps ? Aliénation des masses ? Pas si simple. Un ouvrier m'a dit en 1974 : «les marxistes peuvent dire ce qu'ils veulent. Moi, mes premiers congés payés c'est Peron qui me les a offerts. La sécurité sociale, l'assurance-accident aussi. Le treizième mois, il nous l'a donné en 1946 : même que les patrons, appuyés par les communistes qui disaient que c'était une mesure «démagogique», ont fait une grève contre ».

Ce travailleur disait vrai. Aussi, ne pouvait-il pas comprendre qu'en 1973-1974, c'était ce même Peron qui mettait en place la législation répressive et anti-ouvrière, exigée par la bourgeoisie monopoliste et l'impérialisme.

Pour analyser le péronisme, phénomène complexe qui a polarisé la vie politique de l'Argentine durant les trente dernières années, il faut donc le replacer dans chaque situation concrète.

LA POLITIQUE OUVRIERE DES PREMIERS GOUVERNEMENTS DE PERON (1946-1955)

De 1931 à 1943, ce sont les gouvernements ultra-réactionnaires et corrompus des grands propriétaires terriens qui se succèdent. Les conséquences de la crise de 1929 les obligent cependant à développer des industries de bien de consommation afin de remplacer les produits jusque là fournis par l'Europe et les Etats-Unis.

Mais la condition ouvrière reste celle du début du siècle. Les lois sociales sont inexistantes. La répression impitoyable. C'est alors que le parti communiste, dont l'implantation s'est développée dans ces nouveaux secteurs industriels, adopte la consigne : «démocratie ou fascisme» : cela l'amène en Argentine à s'allier aux agents des impérialismes anglais et américains dont les troupes en Europe vont être approvisionnées par les exportations argentines de viande et de céréales. A partir de 1939, le PC sabote ouvertement les luttes ouvrières « car elles gênent l'effort de guerre des démocraties contre le fascisme ». En 1942, 10 % seulement des grèves sont victorieuses. Le 4 juin 1943, se produit un



Isabelle, Peron, Eva : seul titre à gouverner, le nom de Peron coup d'Etat militaire « pur et dur » qui rassemble pêle-mêle, pro-nazis et nationalistes. Juan Domingo Peron, leader de cette dernière tendance qui l'emportera, reste d'abord dans l'ombre. Son projet est de profiter de l'afflux de devises que les exportations pour la guerre « européenne » rapporte à l'Argentine, pour lancer une véritable industrialisation du pays. Depuis 1923 en effet, l'armée gère avec les Fabriques Militaires d'importantes industries et développe un projet de développement autonome. Peron s'appuie donc sur une fraction importante de l'appareil d'Etat. Mais il a contre lui la toute puissante oligarchie terrienne, l'ambassade des Etats-Unis ; les classes moyennes, les intellectuels, les partis radicaux, socialistes et communistes - tous partisans des alliés - et un secteur de l'armée. Le

Alain Labrousse et François Géze, après plusieurs voyages en Argentine, viennent de publier au Seuil, un livre sur la situation dans ce pays.

Après avoir publié un premier article sur «la crise de la bourgeoisie et les luttes populaires», nous commençons aujourd'hui une série de ces deux camara-

OMAN

Le F.P.L.O a diffusé le texte de la déclaration d'un aviateur militaire iranien, Ali Mohamad Achrafian fait prisonnier par les révolutionnaires du Dhofar lors de l'attaque irano-omanie du 15 septembre dernier.

Achrafian a déclaré : «On nous avait dit que vous êtes nos ennemis, que vous êtes terroristes, anarchistes, communistes, que vous voulez partager Oman. On nous a dit que si on serait fait prisonnier, on n'aurait aucun espoir de vie, qu'on serait aux mains de sauvages».

Il a finalement ajouté : «Je n'aurais jamais cru que je serais traité ainsi : un médecin du Front est toujours à mes côtés».

MEXIQUE : SIX PAYSANS TUÉS PAR LA POLICE.

Six paysans ont été tués et quatorze blessés grièvement dans un village au Nord du Mexique. 400 paysans occupaient une terre de 100 hectares pour exiger l'application rapide de la réforme agraire. Ils s'opposèrent à l'intervention de la police, il y a eu trente six arrestations.

ALLEMAGNE DE L'OUEST : RÉPRESSION DES FONCTIONNAIRES.

Le décret de 1972, qui interdit d'exercer dans la fonction publique à toute personne «ennemi de la constitution», devient une loi adoptée vendredi par le Bundestag (parlement), malgré l'opposition des démocrates-chrétiens qui réclamaient des mesures encore plus dures.

Depuis 1972, 500 000 personnes ont été obligées de fournir des preuves de leur fidélité à la constitution. Au moins 300 à 400 fonctionnaires ont été renvoyés, certains pour des faits remontant aux années 1966-68, au cours desquelles s'était développé un important mouvement étudiant.

Alain LABROUSSE
François GÉZE